

M. Barthou a rétabli les lettres de cachet moins d'un siècle et demi après la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Le progrès est en marche.

Rédaction : PIERRE MUALES  
Administration : PIERRE ODEON  
72, rue des Prairies, Paris (20°)  
(Chèque postal : Odeon 950-32 Paris)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5,50	Trois mois... 7,50
Chèque postal : P. Odeon 950-32	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

# Le libertaire

## A LA PRISON D'AMIENS Casteu fait la grève de la faim depuis 18 jours

### UN CRIME

Dehler n'est pas mort, mais plongé, chaque jour un peu plus dans le ruisseau de l'ignominie, Barthou aspire à devenir l'exécuteur des « hautes œuvres ». Le rôle de bourreau lui convient ; qu'il ait donc le courage d'avouer le crime qu'il est en train de perpétrer : qu'il dise enfin que ses desseins sont d'assassiner Casteu qui, depuis dix-huit jours, fait la grève de la faim, à Amiens.

« Si l'y a encore des juges à Berlin », il n'y a plus de justice en France ; car ce n'est pas de la « justice » que d'être obligé à tout instant, d'arracher au compte-goutte à un gouvernement qui ne peut plus se discrediter, des droits consacrés non seulement par des usages et des coutumes, mais aussi par des décrets et des lois.

On refuse à Casteu le bénéfice du régime politique. Pourquoi ? Remontons à la source de cette affaire.

Marseille-en-Bauvaisis ?

Qui donc en France s'est un jour inquiété de ce qui se passait dans cette commune ? Qui donc, en France, connaît Marseille-en-Bauvaisis ? Personne. Mais la population de ce coin perdu subit la dictature de la préfecture. Le patron de l'unique usine qui fournit la pâture aux travailleurs est un pratiquant et quiconque attaque l'église, n'a pas droit de manger. Le curé est donc un être puissant et lorsqu'il apprend que, pour le millier d'habitants — ne disons pas de fidèles — qui, pour la plupart, fréquentent la « Maison de Dieu », Marseille-en-Bauvaisis recevait chaque semaine 60 exemplaires du petit journal à Casteu, il décide, coûte que coûte, de mettre un terme à une propagande qui menaçait d'ébranler l'autorité de son « sacerdoce ». L'occasion se présente un jour. Dans « Germinial » — c'est le journal en question — dont il est le directeur, Casteu publie un article où il est question d'un curé de Marseille-en-Bauvaisis et que ce dernier juge diffamatoire. Truisme Casteu devant les tribunaux fut un jeu d'enfant pour notre curé, et ce fut également un jeu d'enfant pour les tribunaux de condamner Casteu à 1.000 francs de dommages et intérêts, en vertu de la loi sur la liberté de la presse.

En fin de compte, Casteu ne pouvant payer au curé de Marseille-en-Bauvaisis les 1.000 francs si généreusement alloués par les juges laïques de la troisième République, le curé exigeait l'emprisonnement de notre camarade et déposa, à cet effet, entre les mains des autorités, la provision exigée par la loi pour « nourrir » Casteu durant sa détention. Et c'est ainsi, qu'il y a 18 jours, Casteu fut enfermé dans la prison d'Amiens.

Rien que de légal jusque-là. Casteu emprisonné en vertu de la loi sur la presse exige — c'est son droit — le régime politique. On le lui refuse et il refuse lui de manger. Et cela dure depuis 18 jours.

Casteu a cependant doublement raison lorsqu'il réclame l'application du régime politique. Son « crime » est incontestablement politique et, d'autre part, il est emprisonné pour contrainte par corps consécutive à un délit politique et nous n'avons pas encore oublié que M. Barthou lui-même, au début de cette année, décida que tous les prisonniers pour dettes politiques, bénéficieraient du régime spécial. Pourquoi alors maltraiter Casteu au droit commun ?

Voici 18 jours que notre vieux camarade n'a pris aucune nourriture et l'on ne sera pas étonné lorsque nous dirons que son état inspire de sérieuses inquiétudes à sa famille et à ses amis. Il est excessivement pénible de faire la grève de la faim, au régime politique, où l'on a cependant la facilité de recevoir chaque jour des étreintes qui nous sont chères et de se sentir entouré de la sympathie de tous ; mais le supplice n'a pas de nom, lorsqu'il est dans une cellule étroite et froide, sans nouvelles de l'extérieur.

### L'affaire Guiot et Clément

Il convient de ne pas oublier cette affaire. On se souvient que le Conseil suprême de la Guerre, à Madrid vient de casser le jugement de Barcelone en commuant en détention perpétuelle la peine de mort de nos camarades.

Nous avons dit que bientôt nous apporterions de nouveaux faits susceptibles de faire casser le jugement de Madrid. Nous apprenons aujourd'hui que les avocats se proposent d'interjeter appel. D'après eux, de multiples irrégularités auraient été commises par le haut tribunal militaire espagnol : c'est d'abord sur ces points que va se porter l'effort de la défense et du Comité.

Il est probable aussi que d'ici peu, le Comité sera en mesure de dénoncer les auteurs véritables du crime pour lequel Guiot et Clément furent condamnés à mort.

Dans ces conditions la révision de leur procès d'abord et leur libération ensuite ne sauraient tarder.

Mais en Espagne, les causes les plus justes entraînent le plus souvent, en l'occurrence, c'est pourquoi le Comité de défense anarchiste demande aux groupes et organisations amis de se préoccuper de la situation de ces deux infortunés camarades, victimes de la vindicte policière et dictatorial.

rien, on reste seul avec ses pensées et la mort qui lentement accomplit son œuvre.

Notre ami ne cédera pas, nous le savons. Les hommes de cœur ne vont-ils pas s'indigner contre ces nouveaux procédés judiciaires et vont-ils laisser mourir Casteu sur la paillasse de sa cellule ? Dix-huit jours sans nourriture, sans réconfort, à son âge et dans sa situation, c'est plus qu'il ne peut supporter. Il est à bout. Que l'on se hâte avant qu'il ne soit trop tard.

P. S. — La Ligue des Droits de l'Homme étant intervenue auprès du ministre de la Justice, celui-ci déclara que rien ne lui permettait d'ordonner la mise au régime politique de Casteu à moins que l'on ne soit en mesure de lui signaler le précédent d'un détenu contraint par corps pour dommages et intérêts qui ait accompli sa peine au régime politique.

En 1913, le citoyen Dumontaux fut condamné pour diffamation à des dommages et intérêts, à titre de gérant du Réveil typographique, à l'égard de M. Louis du Theillet de la Motte. A la requête de ce dernier, Dumontaux étant insolvable, il fut emprisonné vers la fin de cette même année 1913 et le 31 décembre, devant la protestation de la presse (voir l'Humanité, le Rappel, la Bataille syndicaliste, de cette époque) il fut admis à bénéficier du régime politique après avoir passé quelques jours seulement au droit commun.

Voici donc le précédent réclamé par M. le Garde des Sceaux. Le cas est absolument identique à celui de Casteu, et n'est-il pas révoltant de songer que dans ce pays où « nul n'est censé ignorer la loi » nous soyons obligés de le rappeler au plus haut fonctionnaire qui est chargé de la faire respecter.

4 l'heure où nous mettons en page, Casteu fait toujours la grève de la faim, car satisfaction ne lui a pas encore été donnée. Cela ne peut tarder. Mais supposons qu'aussi ignorants que les directeurs du service pénitentier, nous n'ayons pas trouvé de précédent. Casteu pouvait alors crever en prison. C'est charmant !

Bref, nous avons, avant-hier au soir, soumis à la Ligue des Droits de l'Homme le précédent cité plus haut et M. Barthou a été immédiatement saisi de l'affaire et nous espérons qu'il donnera de suite des ordres pour que cessent les souffrances endurées par notre ami.

A la dernière minute, nous apprenons que, répondant à l'intervention de la Ligue des Droits de l'Homme en faveur de Casteu, le ministre a déclaré qu'il ne pouvait obliger le curé de Marseille-en-Bauvaisis à payer la « pension de Casteu au régime politique et qu'en conséquence ce dernier resterait au droit commun. Le précédent de Dumontaux ne suffit pas à M. Barthou.

C'est bien ; nous paieront, nous autres, la différence nécessaire, et que Casteu soit immédiatement transféré au régime politique. Cependant, il n'y a pas de nom pour qualifier l'attitude de la presse, de toute la presse, qui garde un silence complet en cette scandaleuse affaire. Combien a payé le gouvernement d'Union nationale pour clore le bec à tous les démocrates, à tous les républicains qui sont subitement devenus muets comme des carpes. La place nous manque et nous reviendrons la semaine prochaine sur cette question.

### FÉDÉRATION PARISIENNE

DIMANCHE PROCHAIN 16 OCTOBRE  
CONGRES DE LA REGION PARISIENNE  
à la Maison des Coopérateurs  
85, rue Mademoiselle, XV°

Métro : Cambonne-Sèvres-Lecourbe.  
Tramways : lignes 123-124, 26.  
Autobus : ligne Z.

- Ordre du jour du Congrès :
- 1° Les principes de l'anarchisme et le problème de l'organisation ;
  - 2° Compte rendu moral et financier ;
  - 3° La Fédération, sa structure, son activité ;
  - 4° Les groupes ; ce qu'ils sont, ce qu'ils doivent être ;
  - 5° L'U.A.C. : son programme, sa structure, sa propagande, sa ligne de conduite ;
  - 6° La défense des emprisonnés ;
  - 7° La position de l'U.A.C. vis-à-vis des autres organisations ;
  - 8° Le « Libertaire » ; sa vie, sa ligne de conduite ;
  - 9° La Librerie internationale.

L'ouverture du Congrès aura lieu à 9 heures précises.  
Tous les camarades des groupes pourront assister au congrès, mais à TITRE AUDITIF, seuls les délégués participeront aux débats.  
PANTIN - AUVERVILLIERS, LAGNY, DRANCY et SAINT-DENIS seront admis seulement à titre auditif.

### LA LIBERTE INDIVIDUELLE

#### Morinière est renvoyé devant le Tribunal Correctionnel

Nous avons relaté dans nos précédents numéros les brimades dont furent victimes certains militants parisiens qui, durant le passage à Paris de l'American Legion, étaient suivis pas à pas par les agents de M. Chiappe. Morinière, l'un d'eux, fut même arbitrairement arrêté, maintenu quelques jours sous les verrous, puis remis en liberté provisoire.

On pouvait penser que la justice ne donnerait aucune suite à cette scandaleuse affaire et qu'un non-lieu serait prononcé en faveur de notre camarade. Il n'en est rien.

M. Letrange, le défenseur de Morinière, nous informe que M. Fouquier, juge d'instruction a rendu en date de lundi 10 octobre, une ordonnance renvoyant Morinière devant le tribunal correctionnel. La date de l'audience n'est pas encore fixée, mais Morinière comparaitra devant les juges sous l'inculpation d'outrages aux agents.

Nul n'ignore que les anarchistes n'ont pas par habitude de se soustraire à leurs responsabilités et qu'ils revendiquent hautement les actes et les gestes qu'ils commettent ; mais Morinière n'a rien fait et les prétendus outrages aux agents ne sont qu'une excuse pour légitimer une arrestation illicite. Lorsque l'on connaît la servilité des magistrats de la correctionnelle, on ne se fait aucune illusion sur le sort de notre camarade. Il sera sans aucun doute condamné sous le témoignage mensonger des flics à la solde de notre beau Gouvernement et force restera à la loi.

Mais nous aussi nous appartenons des témoignages et l'on verra bien si l'on étouffera toujours la vérité.

## IL Y A DIX-HUIT ANS SOUVENEZ-VOUS !

Cette année, comme les autres, nous allons commémorer l'exécution de celui qui fut, non un apôtre, mais un précurseur de l'éducation humaine dégagée de toute emprise des pouvoirs établis : FRANCISCO FERRER.

Alors que nous avons tous douloureusement présent à la mémoire le martyre de SACCÒ et VANZETTI, cet anniversaire prend valeur d'un symbole tragique. Si FERRER fut fusillé dans les fossés de MONTJUICH, si SACCÒ et VANZETTI furent électrocutés à BOSTON, ce sont les mêmes forces oppressives qui les accablèrent.

En Espagne, le prêtre est ROI ; en Amérique, c'est le DOLLAR.

Là et ailleurs, sous quelque forme que ce soit, l'autorité tyrannique se manifeste pour anéantir ceux qui veulent être libres, indépendants.

Cependant, faut-il rappeler inlassablement, pour l'éducation de la jeunesse et la honte des gouvernants, le rôle admirable de ceux qui, sans soufles des conséquences, allèrent jusqu'au bout de la mission qu'ils s'étaient tracée.

Rien ne nous rappellera mieux le souvenir de FERRER que de citer ses propres paroles, ses propres écrits, qui démontreront que le rénovateur de l'Ecole Moderne était aussi un éducateur libertaire dans ses théories et dans sa pratique d'enseignement.

Dans une lettre du 10 février 1907, adressée à l'écrivain libre-penseur HEAFORD, il disait : « Je ne me plains pas, car plus longtemps je resterai en prison, plus fortement se développera le mouvement en faveur de l'Ecole et je préfère qu'il en soit ainsi ».

Quelle est donc notre mission à nous ? Quel est donc le moyen que nous allons choisir pour contribuer à la rénovation de l'école ?

Nous suivrons avec la plus grande attention les travaux des savants qui étudient l'enfant et nous nous empresserons de rechercher les moyens d'appliquer leurs expériences à l'éducation que nous voulons édifier, dans le sens d'une libération toujours plus complète de l'individu. Mais comment pouvons-nous atteindre notre but ? N'est-ce pas en nous mettant directement à l'œuvre, en favorisant la fondation d'écoles nouvelles où déjà règnera autant que possible cet esprit de liberté que nous pressenons devoir dominer l'œuvre entière de l'éducation de l'avenir ?

Traduisons ce passage de son testament qu'il eut le courage de dicter dans sa cellule de condamné à mort alors que dans les couloirs d'inféctés prêtres chan-

### APRÈS LES « ATTENTATS »

#### Que devient l'affaire de Juan-les-Pins ?

Après avoir fait un formidable tam-tam autour des « attentats » de Juan-les-Pins et de Golfe Juan, après avoir déclaré que l'on détenait les coupables, voilà que la gresse est devenue muette comme une carpe et que le silence le plus complet se fait autour de cette affaire.

Dans notre dernier numéro, nous demandions que l'on apporte contre les prétendus coupables Revolto, Toncelli, Pascal Simonetti et Silvio Franchini des preuves sérieuses ou alors qu'on les rende immédiatement à la liberté. Depuis on n'a pas apporté l'ombre d'une preuve, mais malgré tout, ces trois hommes sont toujours en prison. Qu'attend-on pour les libérer ? Rien, sinon le bon plaisir du juge d'instruction qui, ayant probablement reçu des ordres, estime que l'oubli ne s'est pas encore fait autour de ces arrestations injustes et qu'il est trop tôt pour reconnaître innocents des étrangers qui se permettent de professer en France des opinions libertaires.

Une fois encore nous en appelons à tous les gens de cœur et de conscience, que de tels procédés ne peuvent laisser impassibles. La chasse que l'on fait aux éléments étrangers appartenant à la classe ouvrière est ignoble et scandaleuse. Nous ne pouvons pas croire que l'opinion publique de France soit étouffée à un tel point qu'elle ne puisse même pas protester contre des mesures exercées au mépris de l'ordre établi selon les règles mêmes de la loi bourgeoise.

Mais peut-être sommes-nous déjà en proie sous un régime de dictature et le peuple est si lâche et si veule qu'il ne s'en aperçoit même pas ?

taient avec sadisme le chant des morts et lui offraient les « secours de la religion ».

« Je proteste avant tout, avec toute l'énergie possible, contre la situation inattendue du châtiment qu'on m'a infligé, me déclarant convaincu que, avant très peu de temps, mon innocence sera publiquement reconnue ».

Je désire qu'en aucune occasion, ni prochaine, ni lointaine, ni pour quelque motif que ce soit, on ne fasse devant mes restes, de manifestations d'un caractère politique ou religieux, considérant que le temps qu'on emploie à s'occuper des morts serait mieux employé à améliorer la condition où se trouvent les vivants, et dont la plupart auraient grand besoin.

Quant à mes restes, je déplore qu'il n'existe pas de four crématoire dans cette ville, comme il y en a à Milan, Paris et dans d'autres villes, car j'aurais demandé qu'ils y fussent incinérés, en faisant des vœux pour que, dans un temps non lointain, les cimetières disparaissent pour le bien de l'hygiène, et soient remplacés par des fours crématoires ou par un système permettant encore mieux la rapide destruction des cadavres.

Je désire aussi que mes amis parlent peu ou point du tout de moi, parce qu'on crée des idoles quand on exalte les hommes, ce qui est un grand mal pour l'avenir humain.

Les actes seuls, quels que soient ceux dont ils émanent, doivent être étudiés, exaltés ou flétris ; qu'on les critique pour qu'ils ne se répètent pas, si on les considère comme nuisibles au bien-être général.

Et à présent :  
A chacun les siens. Aux impérialistes, aux profiteurs de tout acabit, nous leur laissons volontiers leurs grands hommes.

Qu'ils discutent, banquettent en versant des larmes sur commande à la mémoire de quelques vieillards étoilés qui surent jeter de jeunes générations à la mort ou sur quelques millionnaires qui surent jeter de la misère humaine.

Nous nous garderons bien de les revendiquer.  
Ceux que nous réclamons, ceux que nous considérons comme les nôtres, ce sont les libérateurs de la pensée, ceux qui, à travers l'histoire, se penchèrent sur la détresse des peuples, non pour en profiter mais pour la soulager.

C'est pour cela que nous reportons pour quelques instants notre souvenir ému vers celui qui, avec calme et sans forfanterie, brava la mort pour lutter contre l'ignorance et l'exploitation des hommes par d'autres hommes.

Lily FERRER.

## Un objecteur en Conseil de Guerre

Le vendredi, 7 octobre, comparait devant le Conseil de guerre de Rouen, notre camarade Georges Chevê, plus connu sous le nom de Georges Richard, pour y répondre du délit d'insoumission.

Pacifique convaincu notre camarade se présente devant ses juges, en objecteur de conscience, se refusant à servir, à apprendre le métier de meurtrier, pour des motifs moraux, sociologiques et philosophiques.

En quelques paroles simples, il expliqua aux membres du Conseil de guerre les raisons qui l'avaient incité à ne pas se rendre à la caserne ; il déclara son horreur du sang versé, sa révolte contre les stupides destructions qui sèment ruines et misères, sa haine de la guerre qui ne produit que souffrances et deuils, il dit sa détermination formelle de ne jamais y participer, son refus catégorique de servir une institution aussi néfaste que le militarisme.

« Ce n'est pas de gaieté de cœur que je prends semblable décision, je sais que mon vieux père en souffrira, que ma petite fille supportera les conséquences du geste de son père, que moi-même devrai passer de longs mois en prison ; mais, placé entre ce que vous nommez le devoir social et ma conscience, je ne puis hésiter : je ne serai jamais soldat, je ne refuserai toujours à porter les armes ».

Après cette déclaration si mesurée et si ferme, c'est notre ami E. Barbé qui vient lui apporter son témoignage d'affection sympathique d'étrange solidarité. Il dit aux juges qu'il comprendrait parfaitement le geste de Chevê, s'il était lui-même, dans la même situation, en pleine guerre, qu'il avait été condamné deux fois pour son action pacifiste et son refus de porter les armes. Il ajouta qu'il fallait des motifs puissants pour se dresser contre les lois répressives de son pays et termina en assurant les juges, qu'il avait fait le serment de ne jamais prendre les armes et qu'ils étaient nombreux, en France, les objecteurs qui refuseraient d'obéir aux ordres criminels.

Puis c'est le tour du commissaire du Gouvernement. En termes mesurés, non dénués d'esprit, il analysa l'objection de conscience, la mit en parallèle avec le devoir social et conclut qu'au-dessus de l'individu il y avait la société, que nul n'avait le droit d'échapper à ses contraintes puisque chacun en bénéficiait. Il termina en ne refusant pas les circonstances atténuantes, estimant que l'accusé qu'il avait devant lui n'était pas un inculpé ordinaire, ayant accompli son geste par peur ou lâcheté et que, s'il savait apprécier la beauté de certains gestes, le code n'en était pas moins formel et qu'il était chargé de l'appliquer.

Devant le réquisitoire sympathique du commissaire du Gouvernement, la tâche devenait facile au défenseur. Après l'avoir remercié pour son impartialité, M. Mauranges détruit l'échafaudage trop logique du commissaire. Il élève, ensuite, le débat et nous peint le portrait de ces grands précurseurs qui, dans l'histoire, furent des moments de la conscience humaine et n'en furent pas moins traqués, poursuivis, condamnés par les lois comme Chevê, aujourd'hui pour avoir obéi aux injonctions de leur conscience plutôt qu'aux lois de leur pays. Cela n'empêche pas chacun d'honorer leur geste, de se réclamer d'eux. Est-ce que Jésus s'inquiéta des conséquences que pouvait avoir pour l'Empire Romain son attitude de non-violence ? Ce qui m'étonne, c'est qu'on ne trouve pas sur ce banc les disciples du dieu d'amour et de bonté qui proclama : « Si l'on te frappe sur la joue gauche, tends la droite ; tu ne verseras plus le sang, et autres maximes aussi dangereuses à la sécurité de l'Etat ».

Il lit des lettres de Pioch, Larivière,

### L'EXÉCUTION DE PETLIORA

C'est le 18 octobre que commenceront les débats de l'affaire Schwartzbard.

Nos camarades se rappellent de quelle façon Michel Schwartzbard mit fin à la carrière de brigand de l'ex-batko d'Ukraine.

Nous reviendrons, dans notre prochain numéro, sur cette affaire autour de laquelle certains soi-disant « défenseurs » de Schwartzbard semblent vouloir amorcer une campagne de calomnies contre Makhno.

### NOTRE SOUSCRIPTION

On lira, d'autre part, la liste des premiers souscripteurs pour le mois d'octobre. Arrêtée au sept, elle réalise un total de 558 fr. 05. Dans les 23 jours qui nous séparent de la fin du mois, il faut donc trouver pour atteindre les 3.000 francs indispensables, une somme de 2.441 fr. 95. Amis lecteurs, n'attendez pas pour souscrire.

D' Lgrain, Florian-Parmentier, Vildrac, Romain-Rolland qui défendent les droits de la conscience et revendiquent le droit de lui obéir plutôt qu'aux lois du pays lorsque celles-ci violent la loi humaine.

Maître Mauranges termina et réclamant l'acquiescement de son client que nulle contrainte ne pourra faire revenir sur sa décision ; son attitude si digne et si simple est la preuve que s'il ne recherche pas le martyre il ne craint pas le châtiement et que la société n'a nul avantage de faire des martyrs.

Après cette éloquent et chaleureuse plaidoirie du cas de conscience, le président pose à Chevê la classique question :

— Avez-vous quelque chose à ajouter ? Chevê (dit Richard) répond : « Je remercie M. Mauranges qui a exposé avec plus de talent que je ne saurais le faire, les idées qui m'ont conduit ici. Je vous renouvelle ma décision de ne jamais être soldat ».

Au nom du peuple Français, Chevê est condamné à six mois de prison.

Pendant de longs mois, notre ami va se trouver aux prises avec la chourme, sa volonté de ne pas obéir, nous fait un devoir de le soutenir dans cette dure épreuve.

Ce cas concret pose le cas de l'objection de conscience, il faudra que notre démocratie République accepte ce qui est déjà un fait accompli dans la royauté Anglaise, la reconnaissance de l'objection de conscience pour raisons religieuses, morales, sociales, philosophiques.

Nous ne nous faisons aucune illusion ; il faudra que bien des notions soient de leur liberté, peut-être de leur vie, le droit de l'individu à se refuser de tuer, même par ordre, d'obéir à sa conscience plutôt qu'à la loi inhumaine.

Nous demandons à toutes les organisations pacifistes, aux journaux d'avant-garde, aux groupements de prendre position dans cette affaire, il y va de la vie d'un homme, ce qui est plus d'un principe.

En attendant qu'une campagne énergique en appelle à l'opinion publique, il faut que chacun fasse l'indispensable propagande pour que la gémme rende à sa petite, à son vieux père, notre ami qui représente dans sa lutte contre l'autorité, un moment de la conscience humaine.

Que chacun, sans répit, chaque semaine lui écrive ; quelques lignes, sur une carte, suffiront pour lui rappeler qu'il n'est pas seul, que nous sommes déterminés à l'arracher à son sort douloureux. Voici son adresse :

Georges Chevê, objecteur de conscience, Prison Bonne-Nouvelle, Rouen.

Pour terminer, Chevê laisse une femme malade et une petite fille de trois ans dans la misère, c'est un devoir de leur venir en aide. Qu'un Comité se forme et qu'il recueille des souscriptions qui rendront le séjour de la prison moins pénible, à notre ami en mettant les siens à l'abri du besoin, en attendant qu'il y subvienne lui-même.

Nous tiendrons les lecteurs au courant de cette affaire.

A. B.

Nota. — L'Entraide voudra certainement soutenir péniement Georges Chevê et sa famille durant ses longs mois d'emprisonnement. En attendant que cette caisse de solidarité prenne une décision, le Comité International de Défense anarchiste adresse tout de suite aux parents de Chevê la somme de 300 francs.

Le Comité I. de D. A. voudra lui-même — nous n'en doutons point — assurer la défense morale de ce courageux « objecteur de conscience ».

### Charles d'Avray poursuivi

Notre camarade Charles d'Avray a été appelé, chez M. Delalé, juge d'instruction, jeudi dernier, 13 octobre, à quatre heures de l'après-midi. Absent de Paris il n'a pu se rendre à la convocation.

Comme tout nous le fait prévoir, Charles d'Avray serait poursuivi pour le beau poème : « Ils étaient deux » publié dans le « Libertaire » du 3 septembre dernier. Notre camarade Cléon, en tant que gérant du « Libertaire » a également été convoqué. Rien que pour un mois ce sont donc cinq poursuites qui pèsent sur le « Libertaire ». Et on parle de liberté de la presse.

### LA GRÈVE DE LA FAIM

Louvet, détenu au quartier politique de la Santé, qui depuis le lundi 3 octobre, faisait la grève de la faim, a recommencé à s'alimenter lundi dernier.



## LE REGIME POLITIQUE Pour les Manifestants du 23 août

Depuis 1920, les ouvriers condamnés pour fait de grève ou manifestation dans la rue ne bénéficient plus du « régime politique ». Cela tient à un tas de raisons, la première : c'est que les intéressés eux-mêmes n'ont pas fait l'effort nécessaire pour l'obtenir. Ensuite, c'est que les « pontifes » du « premier complot » ont voulu que le régime politique de la santé, n'ait pas fait le geste de solidarité nécessaire qui aurait permis aux « obscurs » condamnés pour violence, ou « entravés à la liberté du travail » de bénéficier du même régime qu'eux.

Ne récrimions pas, mais rappelons-nous toujours : que l'on obtient ce que l'on sait prendre.

Pour édifier les bons démocrates du « Cartel des gauches », de « l'Union nationale » et de la « Ligue des Droits de l'Homme » qui ont l'air de tomber des nues quand nous demandons le bénéfice du régime politique pour certains « défilés », je vais écrier ici quelques bénéfices du régime politique dans le passé ce qui démontrera aux « aveugles volontaires » que la troisième république démocratique et sociale n'avance pas, mais recule au contraire dans la voie du « progrès ».

Progrès social, dont tous les mantoux de gauche ou de droite, en ont « plein la gueule » dans leurs discours dominicaux.

Voici donc quelques faits précis :

En 1910, le camelot du roy Lacour qui gifla Briand « Aristide », dans une cérémonie officielle, récolta deux ans de prison et bénéficia du régime politique.

En 1911, à l'occasion de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, l'ouvrier mécanicien syndiqué Lescorne, frappé de tous côtés par les brutes policières, réussit à arracher un « casse-tête » de la main d'une bourgeoise en assénant un formidable coup à Faralicq, commissaire divisionnaire — allons les jeunes d'aujourd'hui prenez-en de la graine — Lescorne fut également condamné à deux ans de prison (aux politiques).

En 1912, parut la circulaire Briand enjoignant aux procureurs généraux d'avoir à mettre au régime politique tous les défilés de manifestation dans la rue et d'enrayer à la liberté du travail.

En 1913, Alphonse XIII l'assassin vint à Paris, une manifestation fut organisée à l'ambassade d'Espagne, boulevard de Courcelles, par la Fédération anarchiste-communiste, quarante mille personnes au moins y assistèrent : comme toujours, il eut des bagarres, des blessés et une centaine d'arrestations. Au moins vingt de ces manifestants furent condamnés à des peines variant de six mois à un an de prison, tous bénéficièrent du régime politique.

En 1914, le 18 avril, dans une réunion électorale, Pierre Lemoullou « bossela » Millierand (Alexandre) et fut violencé et rébellé à agents. Il fut condamné à quatre mois de prison et les fit « aux politiques ».

Voyons maintenant beaucoup plus près de nous. Au début de 1918, en « pleine boue », et sous le règne de Clemenceau, il y avait 45 « pensionnaires » au « quartier politique » de la Santé, dont la moitié était des condamnés pour « violence et entraves » à l'occasion de nombreuses grèves qui se déroulaient à cette époque. Mieux encore, à la prison Saint-Lazare — qui n'avait pas vu de prisonniers politiques depuis bien longtemps — une vingtaine de femmes étaient emprisonnées pour fait de grève, et bénéficiaient du régime politique également.

Faut-il encore d'autres exemples à ces messieurs du Cartel des gauches et de l'Union nationale ? Eh bien ! plus récemment encore à Toulouse, Ebelot, l'avocat royaliste qui (bâtonna) Caillaux n'a-t-il pas bénéficié du régime politique ?

Et le camelot du roy qui, au Palais de Justice de Paris, « sonna » R. Lazurick à coups de trique, n'a-t-il pas fait sa peine au quartier politique de la Santé ?

J'espère que ces quelques citations ouvriront les yeux aux « aveugles volontaires ». Je revendrai là-dessus dans le prochain numéro du *Libertaire*.

Pierre L.

P.-S. — A l'instant même, je viens de me souvenir d'un cas typique : en 1911, il y eut de grandes grèves à Saint-Malo, comme dans tous les mouvements ouvriers il y eut des bagarres entre « jaunes » et grévistes, un camarade fut tué. La police fut, comme toujours, brutale, c'était sous le gouvernement de Caillaux — voir caillaux-désang.

Un soir, une bagarre éclata entre des ivrognes et des gendarmes. Or, ces ivrognes étaient des « briseurs de grèves » envoyés de Paris par la « Bourgeoisie libre du travail », un coup de revolver fut tiré et un gendarme fut blessé. Le « jaune » fut condamné à un an de prison qu'il fut au quartier politique de la Santé. Allons, fouillez vos archives, messieurs les Juristes.

## MARIUS TRICHEUX fait aussi la grève de la faim

Au moment de la mise en page, nous recevons des camarades de Toulouse, le télégramme suivant : « Tricheux fait la grève de la faim depuis 3 jours pour obtenir le régime politique ».

Tricheux fut condamné à quatre mois de prison pour violence aux agents lors de la manifestation pour Sacco et Vanzetti le 23 août dernier, il a droit au régime politique, il faut qu'immédiatement la protestation des prisonniers soit soutenue par une énergique campagne de dehors.

## Le Congrès de la Fédération Anarchiste Communiste du Midi

Dimanche dernier s'est tenu le congrès de la Fédération anarchiste-communiste du Midi.

Les délégués venus des différentes régions et départements se sont rencontrés à Coursan, dans l'Aude, commune de quatre mille habitants, tous travailleurs de la vigne.

Un congrès anarchiste-communiste se déroulant dans une région paysanne est un fait qui prouve le développement de notre propagande et la pénétration de nos idées jusque chez les travailleurs des champs.

A Coursan, une poignée de compagnons paysans, anarchistes-communistes convaincus prennent leur rôle révolutionnaire au sérieux. Les sympathies dont ils sont entourés laissent présager qu'ils peuvent beaucoup. Vivant la dure vie des exploités, toujours en contact avec leurs camarades travailleurs-paysans, ils arriveront à organiser un groupe anarchiste-communiste puissant dont l'influence sera incontestable dans les luttes présentes et saluables dans les batailles révolutionnaires de l'avenir.

Le rôle d'une association d'anarchistes-communistes, s'il ne se confond pas avec l'individualisme, consiste, en effet, aussi bien à la préparation des luttes futures qu'à celles du moment et nos amis de Coursan l'ont compris : aussi leur attention doit-elle aller particulièrement sur ces groupes de villages et de communes dont l'activité n'est pas noyée « aussi facilement que dans les grands centres ».

La Fédération du Midi a ses groupes de ville, elle en a aussi dans quelques communes, elle va poursuivre sa besogne de pénétration, elle en a pris l'engagement, et ses efforts confondus avec ceux des compagnons de tout le pays, fera de l'Union Anarchiste Communiste une organisation révolutionnaire qui pourra prétendre être une force sociale ouvrière et paysanne avec laquelle il faudra compter, en toutes circonstances.

P. O.

### LES DEBATS DU CONGRES

A 9 heures, la séance est ouverte, par Daunis, de Narbonne, Mirande, délégué de Toulouse et secrétaire de la Fédération, donne le compte-rendu moral et matériel de l'activité de l'année dernière. Dans l'ensemble du pays, il ressort que l'activité des groupes porta sur la campagne Sacco et Vanzetti.

Dans les départements de l'Aude et de l'Hérault, Ghislain, de Montpellier, nous apprend qu'une soixantaine de conférences furent organisées. Les résultats acquis sont très appréciables, dans différentes communes des militants comme Vaguet, d'Ormaisons, sont venus grossir nos rangs. Le *Libertaire* a pénétré dans nombre de villages dans lesquels il possède actuellement ses lecteurs assidus.

Des résultats positifs (formation de groupes) seront sûrement acquis dans les mois qui vont suivre.

La discussion se poursuit sur le compte rendu de l'activité de la Fédération.

Ensuite le Congrès discute sur le secrétariat, il décide de le transférer pour l'année 1922 de Toulouse à Coursan.

Genot et Estève sont désignés comme secrétaires trésoriers.

Pour coordonner les efforts et entreprendre une propagande intense un Comité d'initiative qui se réunira chaque dimanche de fin de mois est nommé.

Daunis et Rasoulou de Narbonne, Vaguet d'Ormaisons, Ghislain de Montpellier, Puech et Verter de Béziers, le constituent.

Les groupes des départements éloignés y désigneront un camarade quand la nécessité l'exigera.

Le débat s'engage sur les principes et l'organisation des anarchistes, sauf les réserves du groupe éclectique de Béziers à l'exception de Puech et Verter, les délégués s'affirment sur la résolution qu'on lira d'autre part. La Fédération du Midi revendique catégoriquement les principes anarchistes-communistes comme ligne de conduite et ses groupes se donneront en entier à leur propagation.

Le Congrès discute sur l'U. A. C. et après l'intervention des délégués et du camarade venu de Paris, la Fédération souhaite que le prochain Congrès sorte une U. A. C. organisée et puissante, Ghislain et Verter sont désignés pour représenter la Fédération au Congrès national.

La discussion sur l'aide et la défense des emprisonnés vient ensuite. La Fédération aidera l'entraide, des explications sont données sur l'activité des différents comités de défense.

Les délégués au Congrès national demanderont s'il y a possibilité d'adhésion du Comité international à l'U. A. C.

Un camarade espagnol souhaite cette réalisation, certain que les compagnons de toutes langues reconnaîtront la grande activité du C. D. I. A. qui fut appuyée de toute sa force par le *Libertaire* et l'U. A. C.

Le Congrès clôture ses débats à 7 heures du soir et les délégués se montrent heureux du travail accompli.

### Résolution émise par le Congrès de la Fédération du Languedoc le 9 octobre 1921

Les militants appartenant à la Fédération Anarchiste Communiste du Midi, réunis en Congrès à Coursan le 9 octobre 1921, constatant l'insuffisance des efforts de la propagande suivie jusqu'à présent et reconnaissant que cette insuffisance est due en grande partie à l'absence de places d'action nettement définies dans un sens anarchiste-communiste, décident après discussion :

1<sup>o</sup> D'œuvrer à l'avenir avec une organisation anarchiste-communiste ayant un but nettement défini et des moyens d'action unifiés ;

2<sup>o</sup> De ne militer qu'avec des individus ayant adhéré à ces plans d'action et à ce but, afin d'éviter les discussions oiseuses et les confusions pénibles du passé ;

3<sup>o</sup> De prendre l'initiative de toutes les tournées de conférence, à condition bien entendu que les conférences soient d'accord avec les principes de la Fédération sur les modalités de la propagande élaborée au présent Congrès ;

4<sup>o</sup> Et de continuer leur action de propagande au sein de la Fédération anarchiste-communiste du Midi, laquelle agira en conformité de vue avec l'U. A. C.

Fédération Anarchiste Communiste du Midi

Secrétaire : Genot.  
Trésorier : Estève.

Comité d'initiative de la Fédération  
Pour Narbonne : Daunis.  
Pour Béziers : Puech.  
Pour Montpellier : Ghislain.  
Pour Ormaisons : Vaguet.

Réunion : Le dernier dimanche du mois.  
Pour le bulletin de la Fédération, la correspondance devra être adressée le dernier jeudi du mois au plus tard.

## Une belle photographie des masques de Sacco et de Vanzetti

Le Comité International de Défense Anarchiste vient de faire tirer d'émouvantes photographies d'art des masques des suppliciés de Boston.

Ces photographies, faites à la demande de nombreux amis de Paris et de Province, leur permettent de conserver dans leur tragique beauté l'empreinte des traits prise après la mort des deux grands martyrs.

### L'UNITÉ... AVEC QUI ?

Je réponds avec un long retard, dû à la campagne Sacco et Vanzetti, à l'article de Voline « Répliques brèves », paru dans le *Libertaire* (n° 122).

Voline s'étonne que j'ai reproché aux auteurs de la Réponse leur intempérance de langage. « Ce serait peut-être exact », dit-il en substance, si la Réponse n'avait pas apporté les preuves que les auteurs de la « Plateforme » ne disaient pas le fond de leur pensée, et que ces derniers se rapprochaient des bolcheviks.

Si j'ai bien compris, la pensée de Voline ; les auteurs de la « Plateforme » ne sont pas des bolcheviks en puissance. Ils n'ont pas osé démasquer leurs batteries, mais cela ne saurait tarder.

Comme je le disais, dans un article précédent, je laisse à nos camarades du « Groupe des Anarchistes Russes à l'Etranger », le soin de faire justice de cette accusation.

Je me permets simplement de faire remarquer ceci : il se peut que dans certains passages de la « Plateforme », par exemple, sur la négation de la démocratie, il y ait avec les bolcheviks, certains points de rapprochement. Mais, camarade Voline, les anarchistes, dont vous dites « n'ont pas », dans leur propagande, tant en ce qui concerne la critique de l'Etat bourgeois que l'avènement de la Société future, certains points de contact avec les communistes autoritaires. Est-ce à dire pour cela que nous adoptons toutes les thèses bolchevistes, ou qu'inversement ces derniers sont totalement d'accord avec les anarchistes.

D'autre part, Voline cite, sans doute pour justifier le langage des auteurs de la « Réponse », un extrait d'article d'Archinoff. « Il n'y a que l'intelligence égarée d'un dilettante... » Archinoff ne s'agit pas de nous, mais de ceux qui ont écrit cet article, et je ne le reprends pas à mon compte la phrase incriminée que la manière d'écrire des auteurs de la « Réponse ».

Ceci dit, ne voulant pas que cette discussion tourne en polémique personnelle, ce dont j'ai horreur, je laisse de côté cette question et passe à la question que les uns et les autres « se débarrassent de l'animosité de la haine mutuelle ».

Au surplus, la ne réside pas l'intérêt primordial de la discussion.

La question principale est la suivante : quels moyens devons-nous employer pour que le *Libertaire* prenne la place qui lui revient dans le mouvement social contemporain.

Voline est partisan de la synthèse ; il pose dans le *Libertaire*, aux syndicalistes, aux individualistes plusieurs questions, qui à mon sens, ne peuvent être résolues que par la synthèse. Je ne sais pas que les anarchistes-communistes aient trouvé ou génie la propagande des éléments précités.

Je peux même affirmer, sans crainte de me tromper, qu'aucun d'entre eux n'a l'intention. Je ne puis que vous dire que les anarchistes, organisés, leur propagande comme ils l'entendent ; libre à eux. Nous ne les gênerons en aucune sorte. Nous leur demandons, simplement, d'en user de même avec nous.

Mais examinons les différents éléments se réclamant de l'anarchisme, des socialistes en vertu de l'entente, des syndicalistes en vertu de la synthèse, nous serions dans l'obligation de nous rapprocher... pour commencer, préparant ainsi suivant le camarade Voline, l'Unité anarchiste.

Il convient dans l'intérêt du débat de les classer en deux catégories : 1<sup>o</sup> les indésirables, selon l'entente, ceux qui ne nous apportent qu'une autre tendance.

Voline pense lui aussi qu'il y a des indésirables avec lesquels il faut définitivement briser.

S'agit-il encore de se mettre d'accord sur ce que l'on entend par indésirables ? Indésirables, selon l'entente, ceux qui se couvrant du drapeau de l'anarchisme s'affirment les champions de la reprise individuelle.

Ceux qui, confondant l'individualisme et l'égoïsme sont prêts à commettre les pires méfaits, pour « vivre leur vie ». Ceux qui d'un ton méprisant déclarent : « les bolcheviks sont des imbéciles et pour ne pas aller à l'usine accepteraient par exemple de vivre de la prostitution d'une femme. D'autres encore, qui, l'arrête là les citations, de peur d'être démesurément cet article) ».

Par quelle aberration, les générations qui nous ont précédés, nous-mêmes, nous en sommes dans leurs rangs les individus professant de telles théories.

Que peut-il y avoir de commun entre la philosophie si humaine des Kropotkine des Elise Reclus, et les théories malsaines qui ont conduit au bûche, non pas les « professeurs », mais les pauvres malheureux qui s'y sont laissés prendre. Allons-nous continuer les fautes de nos aînés. Si nous agissons ainsi, nous serions doublement coupables. D'abord envers le mouvement anarchiste ; ensuite envers cette jeunesse qui pleine d'enthousiasme rejoint nos rangs. Nous serions coupables si nous laissons contaminer de l'intérieur de notre mouvement par ces éléments indésirables avec lesquels il nous faut briser définitivement.

Entre ces derniers et nous il ne saurait y avoir RIEN DE COMMUN.

Et maintenant examinons la 2<sup>e</sup> catégorie : les camarades avec lesquels nous sommes en désaccord pour des raisons d'ordre doctrinal.

Tout d'abord, les anarchistes individualistes, associationnistes ; les disciples de Proudhon : ceux qui n'envisagent la société future que sous l'angle du droit et avoir.

Il n'est pas utile de faire ici la critique de cette conception (ce serait hors du sujet). Ce qu'il importe de souligner, c'est le désaccord total qui existe entre les deux doctrines.

D'une part, la formule des associationnistes : « De chacun ses œuvres, de chacun selon ses efforts. D'autre part, celles des anarchistes-communistes : de chacun selon ses facultés, de chacun selon ses besoins ».

Comment peut-on songer à unir dans la même organisation des camarades, qui, en

Ces portraits, grand format, seront vendus au profit du Comité International et aux conditions suivantes :

Sacco seul, 3 fr. 50.

Vanzetti seul, 3 fr. 50.

Sacco et Vanzetti ensemble (sur photo du même format), 3 fr. 50.

Par la poste : France, 0 fr. 50, étranger, 1 fr. en sus.

### La Manifestation de Saint-Ouen

Des milliers et des milliers de militants appartenant à tous les partis de gauche, répondirent dimanche dernier à l'appel du comité Sacco-Vanzetti, afin de protester contre la peine de mort, après avoir défilé devant les masques de Sacco et de Vanzetti.

Le parti socialiste ; la C. G. T. ; la Ligue des Droits de l'Homme, l'Union Anarchiste, groupés autour du Comité Sacco-Vanzetti, rendirent ainsi un dernier hommage aux deux martyrs de Boston, lâchement sacrifiés sur l'autel du Capitalisme.

Il a plu au Parti Communiste de ne pas s'élever au-dessus des tendances et de donner à cette manifestation un caractère politique. Cela ne nous étonne nullement, mais nous pourrions être surpris de l'attitude de la C. G. T. U. et du Secours Rouge qui a tout instant déclaré ne pas admettre les querelles de partis et qui réclament à cor et à cris l'unité de front tant sur le terrain politique que sur le terrain syndical.

Les fois de plus les organisations bolchevistes ont nettement montré qu'elles étaient les adversaires irréductibles de l'Unité. Nous le savions déjà mais il n'est pas inutile de le souligner une fois de plus.

Dès une heure de l'après-midi, les militants du Comité Sacco-Vanzetti sont à Saint-Ouen, sur l'avenue Michelot. En face du 67 de cette avenue, sur une palissade est tendu un large drapeau rouge et devant sur deux chevalets supportant deux tablettes recouvertes de peluche noire, sont placées les masques mortuaires des deux martyrs.

La foule arrive, lentement d'abord, puis plus nombreuse et plus rapide à mesure que l'heure arrive. Le départ du cortège est fixé à quatre heures et de une heure à quatre heures des dizaines de milliers de travailleurs passeront tête nue devant les moulages de nos deux amis. De temps à autre une femme ou un enfant déposent un modeste bouquet de fleurs aux pieds des chevalets.

A 16 heures le cortège s'ébranle ayant à sa tête les militants du Comité Sacco-Vanzetti.

Par l'avenue Michelot, l'avenue Frayeur, la rue de la Chapelle il se dirige vers la place de mairie, mais il est coupé par les forces policières et quelques milliers de manifestants se regroupent autour des orateurs.

Ce fut d'abord Ferand qui, au nom du Comité Sacco-Vanzetti, remercia tous ceux qui étaient venus à cette cérémonie, dont le seul caractère était un caractère de protestation contre la peine de mort, et ce, en dehors de toutes questions politiques.

Le citoyen Bachelet, sénateur-maire, remercia également les auditeurs d'avoir choisi Saint-Ouen comme lieu de manifestation et les assura de la sympathie de la population qu'il représentait.

Ensuite Capocci, de l'Union des Syndicats confédérés rappela le geste criminel des bourreaux de Boston et démontra l'infirmité de la peine de mort qui ne réprouve rien. Enfin de la Fédération socialiste de la Seine, et Caillaud de la Ligue des Droits de l'Homme appeleront également les hommes à protester contre la peine de mort.

Chazoff après eux, signala que l'on venait à Saint-Ouen en vaincus, écrasés sous le poids de la puissance capitaliste, mais que la défaite n'était pas une honte et qu'il fallait poursuivre la lutte non pas seulement contre la peine de mort individuelle, mais aussi contre la peine de mort collective, qu'on appelle la Guerre.

Puis la foule se disloqua, cependant que dans un autre coin de Saint-Ouen, les communistes massés, protestèrent contre le rappel de Rakovsky.

raison des divergences fondamentales qui les séparent, ne pourraient discuter à perte de vue, sans pouvoir mettre debout quelque chose de pratique. Les individualistes sont bien convaincus, eux qui ont constitué une organisation ne groupant que des camarades animés par le même idéal.

Donc, avec cette tendance, il ne saurait y avoir d'unité possible et durable.

Mais je conçois très bien que l'on puisse en certaines circonstances, et pour un objet précis, faire une entente avec ces camarades (à la condition toutefois, qu'ils ne se laissent pas aller eux aussi à prôner des théories malsaines dont j'ai parlé plus haut), des accords circonstanciels, de même qu'avec les autres organisations d'avant-garde.

Ce serait là le meilleur moyen de vivre côte à côte en bonne intelligence.

Nous pouvons agir de même avec les camarades qui, d'accord avec nous, se laissent à l'insu de l'insurrection d'une société à base communiste libérale s'en séparant quand aux moyens à employer pour atteindre ce but.

Les penseurs que toute révolution est inutile et que seule, l'éducation des individus est le moyen susceptible de réaliser notre idéal.

Ne discutons pas cette conception. Je constate simplement qu'avec cette tendance, il est impossible d'avoir une communion dans la même organisation.

Donc, pour conclure, je rejette comme inopérante toute idée de synthèse la considérant comme nuisible pour l'avenir de notre mouvement.

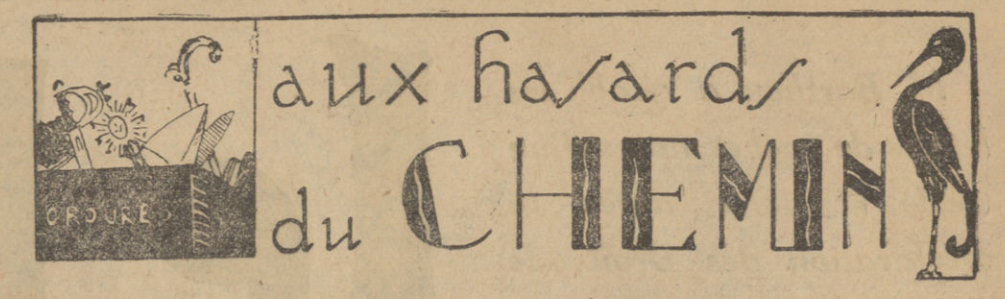
Ce qu'il faut, c'est épurer nos rangs et rompre avec les vieilles méthodes périmées.

Ce qu'il faut, c'est adapter notre doctrine aux nécessités de l'heure présente.

Ce qu'il faut c'est dresser, face au parti socialiste corrompu par le parlementarisme ; face au parti communiste, étouffant sous le centralisme le plus étroit, une Union ou un Parti fédéralistes (peu importe le mot, puissants, ayant un programme social nettement déterminé).

C'est à cette seule condition qu'est subordonnée la rénovation du mouvement anarchiste communiste.

BOUCHER.



### A SAINT-OUEN

Eh ! oui, on a été à Saint-Ouen, non pas pour manger des frites à la graisse de cheval, des moules plus ou moins marinières, comme à la suite de la mise en terre d'un parent « regretté ». On a été à Saint-Ouen pour que tous ceux qui ayant encore au fond d'eux-mêmes le sentiment de révolte consécutif à l'odieux assassinat de deux innocents puissent, en toute sérénité, contempler dans leur sérénité, les traits de ceux qui moururent pour la plus noble des causes, de ceux qui, jusqu'à l'ultime minute n'ont cessé de clamer leur foi en un meilleur avenir.

De farouches iconoclastes qui sont les premiers du reste à se plier aux rites bourgeois peuvent se gausser de cette cérémonie. Tous les « m'as-tu-vu » de la Révolution peuvent clamer aux échos leurs inconvenances redoutables.

Il n'empêche que par milliers, des ouvriers, des femmes, des gosses ont défilé devant les masques tragiques des deux suppliciés, et ont de tout leur cœur, avec leur façon à eux de manifester leur colère, leur indignation ou simplement leur pitié, ont rendu hommage à Sacco et Vanzetti.

Ils ne pensaient pas, eux, à faire des discours.

J'ai vu de pauvres femmes, déposer pieusement, oui, pieusement, d'humbles bouquets et s'en aller en se signant. De pauvres femmes qui, certainement ont oublié de la religion la plupart des images et ne fréquentent plus depuis longtemps les églises, mais qui, machinalement, et ne trouvant pas d'autre façon de manifester l'émotion qui les étreignait, ont fait le signe de la croix.

Sacco et Vanzetti ne sont-ils pas eux aussi deux crucifiés ?

Riez, si le cœur vous en dit, moi, je n'avais pas envie de rire.

C'était humain, tristement, lugubrement humain.

Des troupes sont passées. Au pas, soigneusement encadrées, des hommes, des femmes et des gosses, coiffés de rouge, cravatés idem, et précédemment ceinturonnés sont allés prendre place dans un autre cortège où les attendaient les représentants en pétrole socialiste.

C'était, paraît-il la révolution qui était en marche, et rien ne pouvait l'arrêter, pas même les effigies des deux martyrs, pour le souvenir desquels ils étaient, soi-disant, mobilisés.

Tant pis pour eux !

Les agents, grassement subventionnés du gouvernement russe en porteront toute la responsabilité.

Toute cette clique immonde, comie de l'anarchie, dans laquelle ils firent, à leur passage, trop d'extra-pens, rejétés, comme incapables ou trop coraces des partis d'extrême-droite, toute cette lie de guerriers du droit, de noceurs, d'incertains et d'hommes d'affaires donne de la gueule contre les organisateurs de la manifestation qui ont dénoncé, comme il convenait, les bas appétits des chefs communistes.

L'ex enfant de chœur, pondeur d'odes à la vierge, le bourgeois bon teint, cabotin de race, l'ouvrier au pantalon de velours Vaillant-Couturier, officier d'hier et glorieusement cité, qui s'amuse à jouer au révolutionnaire, a lâché d'un seul coup tout le venin dont il était gonflé.

Il n'y a pas de quoi s'émouvoir. Il n'y a pas de quoi s'indigner.

Il y a certains « marchistes à Makno » qui sont en droit de lui demander quels sont ses références, ce qu'il a fait hier et qui attendent curieusement, mais sans s'illusionner, ce qu'il fera demain.

Les ouvriers, les vrais qui se rangent sous sa bannière, sont-ils à ce point aveugles pour ne pas voir, assez dénués de sens critique pour ne pas sentir que tous ces « hystériques » bourgeois, littérateurs décadents, phraseurs, habileurs et le reste, aiment la Révolution parce que c'est encore ce qui se fait de mieux, en régime capitaliste, pour satisfaire, leurs besoins qui sont immenses de parasites sociaux.

Maquereaux de la « Sociale » il ont pour les « branques » qui les font vivre le plus impudent des mépris.

Il arrive, néanmoins que le « micheton » se fâche. M. Vaillant-Couturier n'a pas l'air de se préoccuper de cette éventualité.

A la saine doute pris ses précautions, et doit avoir en vue une « hétéro » d'au moins un rapport, à moins qu'il ne l'ait déjà, et que, comme tout bon « poison », il sache « nager ».

C'est, après tout, bien possible.

PIERRE MUALDÉS.

### ROYAL DUTCH COMMANDE

Aux ordres de l'Angleterre, ou mieux de la Royal Dutch, la presse dite de droite, exige du Gouvernement français l'expulsion, comme indésirable de l'ambassadeur de Russie, Rakovsky.

Le Gouvernement français, qui n'a rien à refuser à la « perle Albion », a chargé son représentant à Moscou, Herbet, qui en a bien l'air, d'exiger ce déplacement diplomatique. Jusqu'à présent, rien de fait. Le Gouvernement russe estime, à juste raison que Rakovsky est à sa place. Qu'il y reste donc. D'ailleurs, la presse « de droite » ne cache pas que quel que soit le « sky » ou le « snoff » qui soit rue de Grenelle, elle continuera son tapage.

Deterring ne pourra pas dire qu'il n'en a pas pour son « pèze ».

### INFORMATION

Les journaux bourgeois ont été très sobres de détails sur la cérémonie de Saint-Ouen.

Ordre de se taire, sans nul doute.

Parmi les plus sales, citons le *Journal* qui écrit :

« La foule a défilé très calme et s'est dévouée au pied d'une affiche qui protestait en lettres énormes contre la peine de mort ».

Il n'y a pas à dire, la presse « d'information » informe bien.

C'est bien la presse « de déformation ».

### AMERICAN POGNON

D'autre part, une partie de la presse, celle dite « de gauche » s'indigne contre la campagne entreprise par les employés des pétroliers anglais.

Elle est sans doute sincère. Et les raisons qu'elle donne sont, après tout plausibles.

Mais je ne sais pas si le public est bien au courant des tractations commerciales russo-américaines et il connaît la grosse rivalité des deux plus importants trusts de pétrole.

La presse de gauche a eu une assez belle attitude lors de l'arrivée des fascistes yankees qui s'intitulent : American-Legion. C'était très bien.

Mais, on ne parle pas, ou du moins, certaines mauvaises langues seules parlent d'une autre délégation qui aurait été reçue avec beau-

coup plus de « cordialité » et cette délégation là se nommerait « l'American-Pognon ».

Est-ce possible ?

SI C'ETAIT VRAI !...

On fait beaucoup de bruit, en ce moment, autour d'une invention qui est susceptible d'avoir un grand retentissement, si réellement elle existe.







## LA VIE DE L'UNION

## PARIS-BANLIEUE

Jouissance Anarchiste Communiste. — Réunion le mardi 18 octobre, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc.

5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>. — Tous les dimanches au Congrès de la Fédération, 85, rue Mademoiselle. Les camarades adhérents sont priés d'être présents à 8 heures du matin.

Groupe des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup>. — Mardi 19, réunion du groupe avant la conférence à 20 heures précises.

Tous présents. — Mardi prochain, conférence sur la synthèse et le parti anarchiste.

Groupe du 15. — Réunion vendredi 14, à 20 heures 30, 83, rue Mademoiselle. Tous les adhérents se doivent d'assister à cette dernière réunion précédant le congrès, afin de prendre leur responsabilité sur les décisions à prendre.

Groupe des 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>. — Exceptionnellement et pour permettre à tous les anarchistes révolutionnaires de ces arrondissements d'assister à cette importante réunion, le groupe se réunira vendredi 14 octobre, à 20 h. 45, 9, rue Louis-Blanc. Ordre du jour : Les Congrès de la Fédération et de l'Union. Dernière discussion sur les thèses à présenter.

Tous présents. — Groupe régional de Bezons. — Tous les camarades du groupe sont invités à assister au congrès de la Fédération Parisienne qui a lieu dimanche 16 octobre, 85, rue Mademoiselle. — Le groupe régional.

Livry-Gargan. — Comme il a été déjà annoncé, la conférence sur l'Action des Anarchistes dans la Révolution russe de 1917, par le camarade qui a traité le début de ce sujet, aura lieu à Livry-Gargan, le samedi 15 octobre, à 21 heures précises, au 9, de la rue de Meaux.

Nous espérons que tous les copains habitant la région feront leur possible pour disposer de cette soirée et se rendront tous à cette conférence, dont l'importance ne leur échappera pas.

Groupe Libertaire d'Ivry. — Nous invitons cordialement tous les camarades et sympathisants à nos réunions du samedi à la mairie d'Ivry (salle de la Justice de paix), samedi 15 octobre, causant par un camarade sur l'amour et les anarchistes.

Groupe de Saint-Denis. — Vendredi 14 octobre à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger, causant par Chazot, sur l'anarchisme, son évolution, son avenir.

Groupe de Pantin-Aubervilliers. — Réunion du groupe le jeudi 13 à 20 h. 45. Organisation d'un meeting. Discussion sur l'ordre du jour de l'U. A. Questions diverses. La bibliothèque.

Vincennes, Montreuil, Fontenay. — Réunion du groupe vendredi 14 septembre à 20 h. 30. Maison du Peuple, 100, rue de Paris, Montreuil. Ordre du jour :

Suite de la discussion sur ce que doivent être les groupes anarchistes avec la présence du camarade Lauréat, causant sur l'anarchisme, son évolution, son avenir.

Pour le groupe, le secrétaire : Janier.

Groupe d'Asnières-Bols-Colombes. — Le groupe se réunira le jeudi 13, à 8 h. 30, au 11, rue Jean-Jaures, à Asnières.

MARSEILLE PORTE DU SUD

Par A. Londres. 12 francs, franco, 13 fr. 25.

DIX JOURS QUI EBRANLERONT LE MONDE

Par John Reed. 25 francs, franco 26 fr. 25.

DANS LES SYNDICATS

Chez les Terrassiers

Réunion section Argenteuil, dimanche 16 octobre à 9 h. 30, Maison du Peuple.

Député : Bourgeois. Lachaud.

Syndicat des métaux autonomes. — L'Assemblée générale du syndicat aura lieu le dimanche 16 octobre, à 14 heures, au 10, rue de la République, à Paris. La prochaine assemblée générale aura lieu le 22 octobre, à 14 heures, au 10, rue de la République, à Paris. Les camarades qui ne sont pas à jour sont priés de passer chez Comtepas.

C. G. T. S. R.

1<sup>re</sup> UNION RÉGIONALE

Mettant en application le programme arrêté par le Comité général du 25 septembre, la C. E. organise la première fête de la saison d'hiver le 30 octobre prochain, en matinée.

Cette fête aura lieu à la salle Lancry, rue de Lancry, Paris (10<sup>e</sup>), (métro Lancry), avec les concours des camarades de la Muse et des artistes des cabarets, concerts et théâtres de Paris.

Le prix du billet est fixé à 4 francs. Entrée gratuite pour les enfants.

Cette fête est organisée au profit de « Paris Syndicaliste ». Elle commencera à 14 h. 30 très précises.

Pour la Commission de la fête :

Albert Cané.

TRIBUNE FÉDÉRALE

DU BATIMENT

13<sup>e</sup> REGION

TOUJOURS LA CRISE

M. Poincaré, des mines d'Anzin et de la Société de Saint-Gobain, se trouve fort embarrassé pour boucler son budget.

Depuis que le petit vieux rageur est homme politique, il n'a fait qu'émarger audit budget.

Budgétaire de toujours, Poincaré a le cœur aussi sec qu'un bloc de pierre, et le goni d'un équilibre budgétaire qui permet à ses condisciples, et à lui-même, de s'en aller chaque dimanche banqueter de-ci de-là, aux quatre coins de la France.

Pour remplir ses coffres vides, l'homme qui sourit aux Morts, n'admet qu'un principe : l'imposition des producteurs.

Ce fabricant d'impôts en série n'a jusqu'ici fait que pressurer les travailleurs.

Impôts sur les salaires, sur la consommation, les loyers, les transports, tout cela est son œuvre.

Jamais, de mémoire de philosophe, le pauvre populo n'a tant souffert d'une crise économique et nul plus que l'homme de la Ruhr ne doit être responsable de la misère qui s'étend chaque jour davantage sur notre pays.

Parmi les industries les plus touchées par la « crise », la nôtre, celle du bâtiment, tient l'une des toutes premières places.

Pas de grands travaux d'ouvrages, et cependant il n'en manque pas à ouvrir, ne serait-ce que celui du canal de dérivation des eaux de la Marne qui doit mettre la capitale hors des inondations.

Les demandes en autorisation de construire se font de plus en plus rares.

## PROVINCE

Groupe de Thiers. — Les réunions du groupe ont lieu toutes les quinze semaines, à 20 heures, à la Bourse du Travail, la prochaine se tiendra le mardi 18 courant.

Comme nos réunions ordinaires sont assez espacées, que tous les camarades fassent l'effort nécessaire pour assister régulièrement à celle-ci.

Orléans. — Le groupe se réunit chaque vendredi, à 9 heures des Réservoirs.

Groupe Anarchiste Communiste Dunkerque. — Dimanche 16 octobre, à 9 heures du matin, salle l'Avenir, rue de l'Écluse-de-Berg, réunion-formation du groupe de l'U. A. C. Les lecteurs de « Libéraire » auront à cœur de se dérouter.

Dunkerque, Saint-Pol, Malo, Rosendaël et environs. — Le groupe anarchiste communiste est en formation, ceux qui seraient désireux d'en faire partie sont priés de se trouver le dimanche 16 octobre, à 9 heures du matin. Ceux qui le voudront se mettront en communication avec le camarade Canonne, rue du 110<sup>e</sup>, « A la Bistouille », Dunkerque.

Fédération Anarchiste Communiste du Midi. — Le Congrès de la Fédération s'est nettement affirmé pour une organisation sérieuse.

Plusieurs tournées de propagande étant envisagées pour cet hiver, tous les groupes adhérents à la Fédération sont priés de se mettre en route pour aller faire campagne dans les départements.

Les secrétaires-trésoriers : Estève, Genêt. Adresser la correspondance à Georges Genêt, Coursan (Aude).

Groupe Libertaire de Coursan. — Les camarades sympathisants et lecteurs de « Libéraire » sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu samedi 15 octobre, au café de la Paix, Ordre du jour : Décisions du Congrès de la Fédération ; la propagande anarchiste-communiste dans le département de l'Aude.

Groupe Anarchiste communiste Toulouse. — Tous les camarades lecteurs, amis et sympathisants sont invités à assister à la réunion générale dimanche 16 octobre, 20 h. 30, dans la petite salle de la Faculté, rue de Remusat. Compromis sur l'ordre du jour de la Fédération Anarchiste Communiste du Midi.

A. Mirande.

Groupe Elisée Reclus, Narbonne. — Voyons, camarades, êtes-vous décidés à faire de la bonne besogne ? Si oui, il serait temps de le prouver. Tous ceux que notre propagande intéresse et qui sont animés d'esprit d'organisation sont priés de se rendre au café Richelieu, le 16 octobre, à 8 heures, où un camarade du Groupe donnera le compte rendu du congrès de la F. A. C., qui s'est tenu à Coursan.

Bordeaux. — Les camarades anarchistes syndicalistes et sympathisants sont informés que « Le Libéraire » est en vente aux kiosques suivants : kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo. Au coin de la rue du Mirail et cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur. Le kiosque au coin de la rue de la République, cours Victor-Hugo, angle cours Pasteur.

## LA RÉVOLUTION RUSSE EN UKRAINE

MARS 1917 - AVRIL 1918

Tous les camarades Anarchistes voudront lire le beau livre que vient d'écrire Nestor Makhno, sur la Révolution russe, qu'il a vécu, et à laquelle il participa avec toute son énergie et sa foi révolutionnaire. Le militant y puisera des documents indispensables et y étudiera l'action révolutionnaire lui permettant de poursuivre avec plus de

clairevoyance et de netteté sa lutte contre l'organisation bourgeoise et capitaliste.

LA RÉVOLUTION RUSSE EN UKRAINE est en vente à la Librairie Internationale, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>), (Chèque Postal Féraland, Paris 586-65), au prix de 12 fr., 33 0/0 de remise à partir de dix exemplaires.

## La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Sociale Internationale

## L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

## DANS LE S. U. B.

Le soir, jeudi 13 octobre, à 18 h. Réunion du Conseil général du S. U. B.

PERMANENCE DU DIMANCHE

16 octobre : Fontaine. 23 octobre : Barbou. 30 octobre : Desbats.

REUNION DES SECTIONS SUIVANTES : Monteurs en chauffage : le vendredi 14 octobre à 18 heures, salle Henri-Péruat, Bourse du Travail.

Charpentiers en bois : le dimanche 23 octobre, à 9 heures du matin, salle de Commission, 2<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail.

Plombiers et aides

La Section convoque tous ses adhérents à la réunion du Conseil élargi de la Section, qui aura lieu le mardi 25 octobre, à 18 heures, salle de Commission, 3<sup>e</sup> étage.

A cette réunion, il sera discuté l'ordre du jour suivant :

1<sup>o</sup> Causeries techniques en conseils professionnels pratiques ; 2<sup>o</sup> Schéma des réunions et mise en route ; 3<sup>o</sup> La rubrique de la Section dans le journal ; 4<sup>o</sup> Le ravon d'ouvrages professionnels de la Bibliothèque.

Le Secrétaire.

Charpentiers en bois

Tous les bois debout, syndiqués, non syndiqués ou étudiants syndiqués, sont convoqués à la réunion de la Section qui se tiendra le dimanche 23 octobre, salle de Commission, 2<sup>e</sup> étage Bourse du Travail.

A propos du mouvement des souterrains

C'est avec surprise que nous voyons dans le dernier numéro du *Cimentier*, organe des unitaires, que des Surbitiens faisaient les jaunes chez Lécussé.

Notre première émotion passée et renseignements pris nous nous apercevons qu'une fois de plus des colonnades toutes gratuites étaient lancées contre notre organisation et l'idée nous vint de chercher la signature au bas de ce venimeux article ; lorsque nous vîmes Hubert Fleuret, nous respirâmes et tout de suite rassurés, à plusieurs copains un fou rire nous prit.

Comment, nous fûmes étonnés par la prose d'un pareil zèbre ; il ne revient certain anecdote alors que certain jour ledit Fleuret inondait littéralement de crachats notre permanence, il fut invité par moi à bruler ailleurs et à respecter l'hygiène de lieu, il se rattrapa à présent et ses crachats s'étaient dans les colonnes du *Cimentier* qui vraiment méritait mieux.

Pinçon.

TRÉLAZÉ

AU SUJET DU CONGRES DE L'U.A.C.

Un point de vue

Situez-vous au Congrès sur la question syndicale. Doit-on soutenir la C.G.T.S.R. ou non ?

Répondre à cette question dans un sens ou dans l'autre, c'est oublier que l'Union anarchiste-communiste est un composé de camarades susceptibles d'appartenir à différentes écoles syndicales ; trôner Pierre au bénéfice de Paul n'est pas le but, nous semblons, de notre organisation.

Tout en ne voulant pas oublier que le syndicalisme par ses origines, se rattache à l'histoire de la première internationale, que son développement est l'œuvre des libertaires, nous considérons que ces deux mouvements, quoique similaires, doivent conserver leur indépendance.

Agiter ces questions au prochain Congrès serait susciter des malentendus et provoquer la naissance d'équipes nouvelles ; l'heure est venue pour les anarchistes de prendre pour guide rien que leur idéal, lequel trouve sa véritable expression dans le combat journalier que nous livrons aux forces de conservation sociales : Dieu, Patrie, Autorité.

Au cours de ces dernières années, Trélazé libertaire a été à même d'épouser les rancunes et les mécontentements de certains camarades ; il a préféré garder une neutralité absolue et conserver son estime aux uns et aux autres. La est le salut de notre groupement, de notre journal et de nos œuvres.

Allain Pierre, Moreau Louis, Vinouze Alexandre, Le Juge Louis, Le Foulger Joseph, Le Flohic Ernest, Bodin Mathurin, Lecorre Allain, Phour Ernest, Boulon Fernand, Lelievre Germain, Lelievre Eugène, Diguon.